

Du côté du passif du bilan, la contraction du volume d'activités se manifeste essentiellement au niveau des passifs interbancaires qui ont nettement chuté de 19 511 millions d'euros (-6,0 %) au cours des douze

derniers mois alors que les dépôts de la clientèle non bancaire se maintiennent à un niveau élevé totalisant 222 376 millions d'euros (-0,4 %) fin juin 2003.

**Tableau 12 Principaux chiffres relatifs aux différents postes du passif du bilan et leur évolution**

Passif	Montants en millions d'euros			Variation en millions d'euros et en %				Poids relatif 2003/07
	2002/07	2003/06	2003/07	2002/07 - 2003/07		2003/06 - 2003/07		
				en millions d'euros	en %	en millions d'euros	en %	
Dettes interbancaires	323 631	307 647	304 120	-19 511	-6,0	-3 527	-1,1	46,3
Dettes envers la clientèle	217 259	223 266	222 376	5 117	2,4	-890	-0,4	33,9
Dettes représentées par un titre	76 861	72 499	73 790	-3 071	-4,0	1 291	1,8	11,2
Autres passifs	58 321	55 631	55 971	-2 350	-4,0	340	0,6	8,5
<b>Total du passif</b>	<b>676 072</b>	<b>659 043</b>	<b>656 257</b>	<b>-19 815</b>	<b>-2,9</b>	<b>-2 786</b>	<b>-0,4</b>	<b>100,0</b>

Source: BCL

Le volume des dépôts de la clientèle privée non bancaire s'élève à 222 376 millions d'euros, soit une stabilisation à 890 millions d'euros près par rapport au 30 juin 2003. Cette stabilisation à un niveau élevé s'inscrit dans la volonté de rechercher des valeurs sûres. Certes, les marchés financiers ont dégagé des évolutions favorables au cours des derniers mois mais restent caractérisés par une certaine volatilité; de plus, les investisseurs restent cantonnés dans une prudence accrue, à la suite des débâcles vécues au cours des dernières années.

Les dépôts des résidents du secteur privé non bancaire quant à eux ont augmenté de 1,6 % entre le 31 mars et le 31 juillet 2003 et se stabilisent donc à un niveau élevé depuis le début de l'année. La part élevée des dépôts à vue, représentant 47,6 % de l'ensemble des dépôts des résidents luxembourgeois, peut s'expliquer d'une part par le maintien de liquidités en vue d'une décision d'investissement ou de consommation; elle s'explique également par le fait que la différence entre la rémunération des dépôts à vue et des dépôts à terme a tendance à s'atténuer lorsque le loyer de l'argent est peu important.

#### Impact du cours de change (USD/EUR) sur l'évolution de la somme de bilan des établissements de crédit

Près de 35 % des actifs, de la somme de bilan agrégée des établissements de crédit, sont libellés dans des monnaies étrangères. Par conséquent, les cours de change de l'euro à la hausse ou à la baisse peuvent en fonction de leur évolution faire fluctuer la somme de bilan.

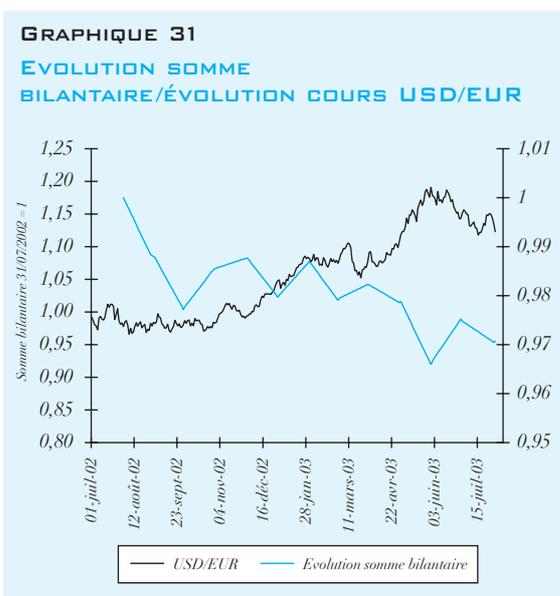
Les éléments d'actif libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie du capital aux cours en vigueur à la date d'établissement du bilan. Le montant pour lequel ces éléments sont rapportés au bilan peut varier du simple fait que le cours de change des devises dans lesquelles sont libellés les actifs varie par rapport à la monnaie du capital.

Sachant que 67,6 % des 35 % d'actifs libellés dans des monnaies étrangères, ou 23,7 % de la somme de bilan agrégée, sont libellés en dollar US et que le dollar US a subi une forte dévaluation par rapport à l'euro au cours des douze derniers mois, il est intéressant de voir dans quelle mesure la baisse de la somme des bilans peut être mise en relation avec une baisse du dollar US.

Afin d'évaluer l'impact du cours de change sur l'évolution de la somme agrégée de bilan, nous posons l'hypothèse que les sommes renseignées au 30 juin 2002 en dollar US n'ont pas été sujet à des modifications structurelles jusqu'au 30 juin 2003, et restent par conséquent les mêmes. Sur cette base, on peut noter que l'effet de change aurait pu avoir un impact réducteur maximal de 21 330 millions d'euros sur le total de la somme de bilan. Ce montant non négligeable représente 3,2 % de l'agrégat des sommes de bilan des établissements de crédit.

L'analyse du graphique ci-joint semble confirmer cette observation vu qu'au moment, où le cours de change USD/EUR atteint son maximum avec 1,19 euro par dollar US (au 29 mai 2003), le total de la somme de bilan arrive au minimum constaté pour 2003.

Par conséquent, sur base d'une hypothèse d'une composition en devises inchangée de la somme de bilan ainsi que d'un taux de change USD/EUR stable, la somme des bilans des banques luxembourgeoises aurait décliné de 1,96 %, alors que le taux de variation non ajusté est pour rappel de -5,04 %.



Source: BCL, Bloomberg

#### 1.2.7.4 L'évolution de l'effectif dans le secteur financier

La détérioration de l'emploi dans le secteur des établissements de crédit et des PSF luxembourgeois s'est nettement amplifiée par rapport au trimestre précédent. Alors qu'au cours de l'année 2002 ainsi qu'au cours du premier trimestre 2003, les PSF affichaient encore une croissance de l'emploi, le second trimestre de l'année 2003 se caractérise par une baisse généralisée de l'emploi dans les banques et les PSF.

La reprise des marchés financiers en ce début d'année n'a donc pas permis de relancer les activités dans le secteur financier luxembourgeois de manière à arrêter l'hémorragie de l'emploi observée depuis le début de l'année 2002. Le secteur des banques et des PSF, dont l'effectif s'élève, fin juin 2003, à 27 086 entités, continue donc de perdre des emplois. Après une baisse continue de plus de 1 % sur l'année 2002, la première tendance pour 2003 indique une diminution accélérée de 607 unités (-2,2 %) entre décembre 2002 et juin 2003.

La diminution générale de l'effectif est en grande partie due au secteur bancaire, avec une contraction de 0,9 %, soit 204 unités, à 22 858 unités, alors que les professionnels du secteur financier (PSF) affichent un effectif en baisse de 4 %, soit 175 unités, à 4 228 unités entre le 31 mars 2003 et le 30 juin 2003. Cette baisse, pour les professionnels du secteur financier (PSF), au cours du deuxième trimestre 2003 est essentiellement due à quelques établissements à effectif élevé ayant transformé leur raison sociale en celle de société de gestion au cours de la même période, ce qui les enlève du champ couvert par les statistiques disponibles.

Sous ces conditions, la part de l'effectif des banques et des professionnels du secteur financier dans l'emploi intérieur total tombe à 9,3 %. Les effectifs du secteur financier sont donc plus sévèrement touchés par le ralentissement général de l'activité que ne le sont les effectifs de l'ensemble de l'économie.